APPEISA

(association pour la protection des paysages contre l’éolien industriel dans le sud de l’Aisne)

Francis BOUILLON

3 rue de l’église

02310 COUPRU

**Au delà des bornes, il n’y a plus de limites !**

Après avoir habilement :

- obtenu les paraphes de 21 promesses synallagmatiques ! -(sur un coin de table de la cuisine des propriétaires concernés et alléchés)-

- mis un pied dans les portes des mairies de Lucy-le-Bocage et de Marigny-en-Orxois,

Le promoteur BORALEX - sans vergogne - n’hésite pas s’essuyer les pieds sur :

1 ) le vote régional indiquant que l’accroissement de l’éolien industriel n’est plus tolérable en Hauts de France.

2 ) le moratoire décidé par le conseil départemental de l’Aisne

3 ) la charte de la communauté de communes de Charly-sur-Marne

4 ) les directives élaborées et particulièrement argumentées lors de réunions : préfectorale / associations environnementales

5 ) la charte - mission coteaux - paysages de Champagne,

6 ) les contraintes évidentes imposées jusqu’alors par la Direction Générale de l’Aviation Civile, condamnée dorénavent à la myopie !

7 ) l’Invention de corridors factices et de « respirations » fallacieuses

8 ) la sécurité et les réglementations bafouées

—————————————————-

#1 ) Exaspération votée par l’assemblée des Hauts de France, la lettre de son Président Xavier BERTRAND indique : l’éolien dans notre Région, ça suffit !

#2 ) Pour le Conseil départemental, le temps de la réflexion est venu face à la saturation de ces machines gigantesques inutiles (paragraphe 5) dans notre paysage,. Un moratoire contre cette envahissement a été plébiscité par les élus, il ne serait pas saugrenu que BORALEX en prenne connaissance !

#3 ) À quoi sert le vote des élus de la C4 ? (communauté de commune de Charly-sur Marne) désignant inadéquate une proximité inférieure à 650 m / aux premières habitations.

Dernièrement, le vote des délégués communautaires de la CARCT à propos du parc des Grandes Noues a été sans appel :

**54 contre, 2 pour, 14 abs**

Proches, avec une vue imprenable sur ces machines, les habitants des fermes : d’Issonges, de Ventelet, de la Longue, de Paris, devront subir les nuisances de ces éoliennes industrielles surplombantes - 180m de haut (Picoterie 130m)

#4 ) La proximité de la départementale 1003, où plus 5500 véhicules /jours sont comptabilisés, aurait dû alerter lors l’instruction de ce projet. En effet, la prescription d’un éloignement plus sécurisant de 2 hauteurs de machine / route structurante avait été ardemment débattue lors de réunion en préfecture , qu’à cela ne tienne, BORALEX n’en a cure !

Ainsi, le nombre de personnes exposées dans un rayon de 500 m (scénario de projection de tout ou partie de pale) pour l’éolienne E06 = **64,869 personnes**, E04 = **20,837**, E05 = **20,847** ! Peut-on arrêter de tenter le Diable ?

**Fait rarissime est-il mentionné !?**

**localement, 2 occurrences démentent cette assertion :**

- Priez le 05/08/2017 bris d’une pale en son milieu pour des raisons restées inconnues

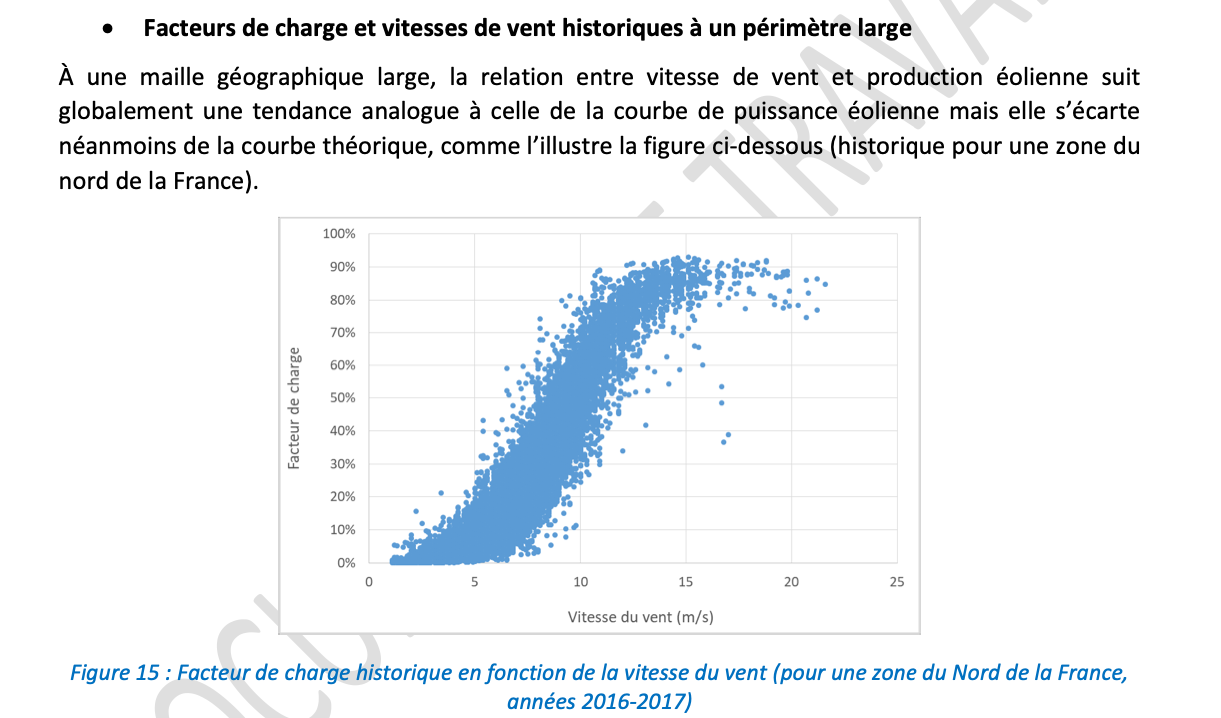
- La Picoterie, déchirement de pale juin 2019 (**non répertoriée** dans l’étude de dangers / BORALEX)

#5 ) Se permettre de bafouer la charte -Missions Coteaux- en minimisant l’impact de ce projet - Ouest Château-Thierry - par la présence d’un parc existant est inepte.

**Le parc de la Picoterie** est en état de pré-friche industrielle,au point que nous sommes maintenant étonné de voir, de temps en temps, 2 ou 3 éoliennes tourner.

Pourtant, le vocable proféré lors de sa mise en place ne cessait d’être approbateur : c’est un choix de société, nous allons dans le bon sens, etc, etc.

**Le résultat est pitoyable !** prévu pour un facteur de charge de 2600h/année celui-ci n’a jamais dépassé 2140h, pour se situer en 2018 au alentour de **680h**, et depuis c’est anecdotique… Dans notre région, quoiqu’on en dise ,quoiqu’on en veuille, les vents à dominantes sud/sud/ouest sont médiocres - 5,5m /s arrêtons de nous laisser ballader, la moyenne départementale est :

**2006 h/année** (donnée EDF Enr) **facteur de charge = 17, 60%, (**la moyenne nationale se situant autour de 22%) ci-dessous le diagramme publié par RTE

Revendu à temps par le promoteur « La Compagnie du Vent « à ENGIE (même adresse), peu importe, il suffit de faire illusion avec un portefeuille boursier en « croissance » !

**Non viable, n’ayant aucunement participé à une diminution de la production de CO2, ce parc n’existera bientôt plus.**

Quant au projet de Coupru, il y a bien des raisons pour lesquelles il n’est pas mis en oeuvre !

#6 ) Réjetées aux limites des communes voisines (Coupru, Bézu-le Guèry, Montreuil-aux lions, auraient-elles déjà émis un avis défavorable ?). Les positions WGS des éoliennes E04, EO5, EO6, imposaient l’obligation minimale des 1000 pieds (ce qui a contraint à une disposition« au chausse-pieds «  et dangereuse du projet de Coupru). Les organismes : Syndicat des .Énergies Renouvelables et France Energie Eolienne, semblent avoir réussi à faire « tordre le cou » à cette prévenance édictée pour la sécurité de l’aviation Civile,

Concernant ce projet, les altitudes NGF des éoliennes E04, EO5, EO6, qui sont à 210 et 212m, culmineront à 390 m donc bien à l’ouest des 304,m80 (cote imposée précédemment -projet de Coupru), ligne nord sud du plan ci-dessous



et ceci, **juste dans l’axe de la piste de Roissy-Charles De Gaulle, précisément à l’endroit où les avions s’engagent dans la prise de cet axe pour la procédure d’atterrissage !**

**Je demande qu’une étude détaillée soit entreprise afin de déterminer si, vis à vis de la sécurité requise, il y a opportunité à encombrer cet espace**

#7 ) Il est allégué une continuité de parcs !?

alors que celui projeté est composé de deux parties distinctes de trois aérogénérateurs, **participant au mitage du paysage**.

l’Art de se payer de mots ?

*Des respirations conséquentes devront être ménagées 10 à 15 km (sic)*

Quant au »x » corridor »s » !? où pourront se déporter les vols d’oies sauvages et autres migrateurs ?

(7 passages vus lors de mois de sept 2020, composées de 5 à 8 groupes d’une vingtaine d’oiseaux ) du nord vers le sud ,venant de Lucy-le Bocage et traversant le ciel de Coupru

#8 ) L’entreprise Boralex dans « *son soucis de grande transparence »* stipule que durant «*les travaux, les conducteurs seront qualifiés et disposeront de leur autorisation de conduite, que les engins seront vérifiés 2 fois par an par une société agréée, qu’une attestation de formation ou un titre d’habilitation aux travaux et au sauvetage en hauteur seront exigés !*  il est même clamé que , *ces exigences seront applicables pour le personnel Boralex et pour les sous-traitants ! »*

Qu’en est-il du grave accident qui a provoqué des blessures indéfectibles ?

Le technicien héliporté au CHU d’Amiens serait sorti de l’hôpital… telle a été la réponse laconique à UNE seule question que j’ai eu « LE DROIT « de poser lors d’une réunion à la mairie de Lucy-le Bocage !

Depuis, aucune réponse, personne ne semble s’inquiéter davantage de son état de santé Les 2 enquêtes diligentées ne semblent pas provoquer de curiosité…

Pourtant, un tracteur a été consigné sur place, ce matériel était-il agrée ? Le propriétaire de celui-ci possédait-il une attestation de formation ou un titre d’habilitation ?

**Cet accident dramatique ne semble pas mériter son inscription** dans le l’étude de dangers / BORALEX - Tableau de l’Accidentologie Française

**Sans autorisation légale**, un nouveau mât a été érigé

ref :

Ministère de l’Environnement, de l’Énergie et de le Mer

Direction Générale de l’Aviation civile

ref :0110/DRP/LMU du 19/12/2016

Aussi, au regard du droit, les données recueillies devraient -me semble t-il - être réputées illicites…

**Je demande l’invalidité des mesures retenues, et,**

**un questionnement sur la probité du dossier déposé**